

LES RELATIONS INTERNATIONALES AU CŒUR DU DÉBAT ENTRE SCIENCE ECONOMIQUE ET ECONOMIE POLITIQUE

PAR

FANNY COULOMB (*)

Les théories économiques n'ont pas toutes accordé la même importance à l'analyse des relations internationales, que celles-ci soient économiques, politiques, diplomatiques et surtout militaires. Historiquement, c'est par les jeux de pouvoir que les premiers économistes ont expliqué les rapports internationaux ; dans cette perspective, l'économie était considérée comme inféodée aux objectifs de puissance des États, un instrument au service de la politique. Mais au fur et à mesure que les économistes ont cherché à rendre leur discipline plus scientifique, ils ont eu tendance à réduire le champ des relations internationales aux seuls échanges commerciaux et financiers, rejetant ainsi tout rapport de pouvoir hors du domaine d'étude d'une économie supposée a-conflictuelle et fondée sur des hypothèses de comportement éloignées des pratiques nationales sur la scène extérieure. L'économiste n'avait ainsi pas à se préoccuper de politique, mais seulement à démontrer la supériorité du libre-échange international et du libre jeu des mécanismes économiques du marché afin d'atteindre la situation économique optimale. Plusieurs aménagements ont certes été apportés à ces hypothèses pour le moins réductrices, notamment à travers l'analyse des politiques commerciales protectionnistes ou celle des rapports entre la force militaire et le développement économique national. Mais l'analyse centrale restait néanmoins fondée sur le principe de la « subsidiarité » du rôle de l'État dans la vie économique et sur le caractère normatif de l'optimalité économique des marchés. On a ainsi parlé d'économie appliquée, laquelle affadissait les résultats supposés idéaux de l'économie pure.

Cette divergence fondamentale et originelle entre ces deux conceptions irréductibles de l'économie recoupe la séparation entre une économie politique originaire (et parfois décriée comme non scientifique par les économistes néoclassiques) et une économie apolitique (souvent désignée par le concept de science économique), dont l'essor date d'un siècle à peine. Or, les divergences d'analyse des relations internationales sont un point central de l'antagonisme entre ces deux types d'analyse économique.

(*) Maître de Conférences en science économique à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble.

Historiquement, une première rupture a opposé les analyses mercantilistes et classiques. Pour les premières, l'économie est un instrument de puissance aux mains des politiques. Pour les secondes, le développement des interdépendances économiques par le marché, en marge de l'action étatique mène inéluctablement à la paix internationale. Si pour les mercantilistes, le politique domine l'économique, pour les classiques, à long terme, l'économie conduit à une société stationnaire dans laquelle le politique devient insignifiant, le système économique garantissant une paix mondiale. Avec ces théories, le soutien ou la contestation du thème de la paix internationale par le développement économique constitue l'angle d'étude principal des relations internationales pour les économistes.

Une nouvelle perspective économique sur les relations internationales a été ouverte à la fin du XIX^e siècle, avec la discussion autour de la nature de la société idéale à construire. D'un côté, le courant marxiste considérerait que le capitalisme n'avait pas d'autre avenir que les conflits interclasses et sa disparition plus ou moins violente (selon l'efficacité des actions révolutionnaires des prolétaires), de l'autre, les « marginalistes » ont renforcé l'idée d'une science économique à la recherche de l'équilibre général optimum, qui renvoyait à la sphère politique toute la question des relations internationales. Mais dans un contexte international marqué par l'aggravation des conflits internationaux, l'émergence d'un système socialiste et la crise économique, la science économique elle-même n'a pu se suffire d'exprimer les idéaux libéraux du laissez-faire et du laissez-passer. Des économistes hétérodoxes, comme Keynes ou Schumpeter, ont donc essayé de développer une économie politique intéressée à la fois par la démarche scientifique et par les préoccupations pratiques des gouvernements de l'époque. L'analyse économique des relations internationales a ainsi été approfondie.

Enfin, la contribution des économistes à l'analyse des rapports internationaux a connu un nouveau développement après la Seconde Guerre mondiale. La mathématisation accrue de la discipline économique a ouvert de nouvelles perspectives d'analyse des interactions stratégiques entre deux États adverses ou d'explication de leurs niveaux de dépenses militaires. Mais cela n'a pas forcément abouti à une meilleure perception de l'influence des variables économiques sur les relations internationales. En revanche, le nouveau débat entre les tenants de la globalisation et ceux de la guerre économique refait surgir des préoccupations remontant aux origines de la réflexion économique, comme par exemple l'alternative libéralisme/protectionnisme. Le développement des relations économiques internationales est alors soutenu par ceux qui affirment que l'inéluctable globalisation est un facteur de paix ; il est en revanche contesté par ceux qui se proposent d'introduire dans la réflexion économique les concepts de sécurité et d'indépendance nationale. Après plus de deux siècles de constructions théorico-scientifiques conduisant à nier le rôle des interdépendances entre le politique et

l'économique, nous en sommes revenu aujourd'hui à un débat proche de l'ancienne rupture entre le mercantilisme et l'école classique. La réflexion sur l'économie comme instrument de puissance politique ou comme facteur de paix par le développement est redondante. Les relations internationales restent donc bien au cœur de l'alternative entre l'existence d'une science économique ou la permanence d'une économie politique.

L'ÉCONOMIE COMME INSTRUMENT OU COMME FONDAMENT
DES RELATIONS INTERNATIONALES :
ÉCONOMIE POLITIQUE OU SCIENCE ÉCONOMIQUE ?

Si la guerre commerciale peut faire aujourd'hui l'objet de renouvellements théoriques, avec la nouvelle théorie du commerce international, les discussions autour de la recherche de puissance par l'État à travers son économie remontent aux origines de l'économie politique, avec le courant mercantiliste. Il en est de même pour le courant « libéral » qui dans sa dimension normative célèbre les avantages pacificateurs du libre commerce. Alors que c'est en dépolitisant son discours que l'économie a pu se constituer en discipline autonome, le courant de l'économie politique s'est appuyé sur l'analyse des relations internationales pour contester cette orientation théorique. Au-delà de leur opposition systémique, les deux corps de doctrine ont cependant nourri certaines divergences internes, précisément articulées autour de l'interprétation des rapports entre économie et politique.

L'économie au service du pouvoir guerrier de l'État

La pensée mercantiliste recoupe un ensemble de principes plus ou moins bien définis (et parfois divergents selon les pays) qui ont été défendus sur plus de trois siècles par des hommes d'affaires, conseillers, hommes d'État, tous préoccupés au premier chef par la défense des intérêts économiques nationaux. Champ d'analyse naissant, l'économie est d'abord pensée par rapport à la sphère politique. Il s'agit d'éclairer l'action du Souverain, dans un contexte de formation des nations européennes et de volonté d'unification politique interne. Aujourd'hui, après plusieurs débats, les analystes s'accordent à considérer que les deux buts de puissance et de richesse étaient suivis conjointement par les mercantilistes à travers leur raisonnement économique. Ainsi, l'accumulation d'or a été longtemps présentée comme fondamentale, parce qu'il y avait assimilation du stock de métaux précieux à la richesse mais aussi parce que, en tant que seuls moyens de paiement en circulation, leur disponibilité permettait d'acquérir à tout moment les armes et les subsistances nécessaires pour conduire les nombreuses guerres de l'époque. Thomas Mun insiste d'ailleurs sur la nécessité

de la disponibilité des biens en cas de conflit, la possession d'or n'étant pas suffisante.

Les mercantilistes estiment que seule la production conduisant à un surplus d'exportations était réellement productive et créatrice de richesses. Leur doctrine de la balance du commerce énonce ainsi que le développement des échanges extérieurs est profitable seulement s'il engendre pour le pays un excédent d'exportations par rapport à ses importations, le solde commercial revenant dans la nation sous forme d'argent. Cette conviction a pour corollaire immédiat une conception des relations internationales conflictuelle et compétitive, justifiant l'usage de mesures de politique commerciale agressive (limitation des importations, promotion des exportations, stratégie de l'appauvrissement, course aux armements, embargos...). Il a été souligné par la suite que la conviction selon laquelle un pays ne peut augmenter ses marchés qu'au détriment de son voisin reposait sur une conception statique erronée de l'économie internationale. Mais les économistes de l'École historique défendirent la validité du raisonnement mercantiliste, qui répondait en fait à une situation internationale particulièrement conflictuelle. De même, Keynes se servit de la défense du mercantilisme pour réaffirmer sa conviction selon laquelle un système monétaire international inadapté portait en lui les germes d'un conflit international, puisqu'il rendait antagonistes les intérêts des différentes nations. J.A. Schumpeter souligna quant à lui le « *solide argument pratique* » des doctrines mercantilistes.

Cependant, progressivement, comme si la réflexion sur les mécanismes économiques nourrissait des velléités d'indépendance de la discipline, la primauté du développement économique pour l'intérêt national fut mise en avant par certains mercantilistes, principalement en Angleterre à partir de la fin du XVII^e siècle. Plusieurs écrits célébrèrent ainsi le caractère essentiel du commerce et de la production et dénoncèrent les guerres de conquête menées pour des « *raisons infondées* » (Mun), en s'appuyant principalement sur un rejet de l'impôt (Bodin et Mun). À côté de celui de l'augmentation de la puissance de l'État, l'objectif de l'amélioration du bien-être de la population fut parfois mis en avant. De même, l'idée d'un commerce civilisateur engendrant la paix commença à se développer, avec des accents annonciateurs de la future théorie libérale.

L'économie comme facteur de paix

En rupture avec la conception mercantiliste originale de l'économie comme instrument au service du politique, les Physiocrates considérèrent que la nation serait d'autant plus puissante que nulle action politique, de nature économique ou militaire, ne viendrait entraver le bon fonctionnement de l'ordre de la nature, issu de la Providence divine. La paix internationale était analysée comme le couronnement des progrès de l'humanité, dans le prolongement des idées des Lumières.

La théorie classique née en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle concluait elle aussi à la nécessité d'abandonner guerres et conflits commerciaux internationaux, lorsqu'elle préconise la non intervention de l'État dans les affaires économiques extérieures. Cette théorie défendit l'idée selon laquelle l'application généralisée du libre-échange permettait l'enrichissement de tous les pays, garantissant ainsi une paix internationale durable. Adam Smith, son fondateur, propose une vision optimiste de l'automaticité de la paix par le respect des lois du libre-échange et de la libre concurrence. Il s'oppose directement aux principes mercantilistes et il défend la conception d'un corps économique régi naturellement par une « main invisible » (seul le libre commerce permettant une allocation optimale du capital entre les différents secteurs de l'économie). Les guerres sont dénoncées comme constituant un gaspillage, au profit des seuls marchands, qui détournent l'appareil d'État à leur avantage. Les dépenses militaires devraient servir exclusivement à des fins de dissuasion. Le fardeau constitué par les colonies est aussi critiqué, du fait du coût énorme de la défense de l'empire et de l'insuffisance des gains retirés du commerce métropole-colonies, en comparaison avec ceux qui auraient été obtenus par un commerce avec d'autres pays industrialisés d'Europe.

Le développement économique est à la fois une conséquence de la libéralisation des échanges internationaux et la principale cause de la paix. Cependant, le discours conserve un certain pragmatisme caractéristique du souci de construire une théorie réaliste, tenant notamment compte du caractère conflictuel des relations internationales de l'époque. Ainsi, la puissance nationale étant considérée comme « *plus importante que l'opulence* », certaines entorses au principe du libre-échange peuvent être justifiées en son nom, comme des mesures de représailles commerciales dans un contexte de guerre économique, la protection de certaines industries stratégiques, ou encore les Actes de navigation, qui entretiennent la puissance maritime britannique, même si c'est au détriment de ses intérêts économiques.

La vision relativement optimiste de Smith sur l'avenir de la paix internationale a été reprise et systématisée en France dans les travaux de Jean-Baptiste Say. À terme, les progrès de l'économie politique, au premier rang desquels se trouve la Loi des débouchés, convaincront définitivement les gouvernements de la supériorité du libre-échange. C'est par l'éducation et la connaissance du bon usage des mécanismes économiques que l'idée de la paix s'imposera à l'humanité. Au fur et à mesure des progrès des « vraies lois » gouvernant l'économie politique, les relations internationales se pacifieront (les nations ayant toujours un intérêt économique à la paix plutôt qu'à la guerre) et les gouvernements seront de plus en plus dépendants de la classe des « producteurs », lesquels tendront à se fédérer pour peser toujours davantage sur les décisions gouvernementales. Toutes les restrictions accordées par Smith à l'intervention étatique pour des raisons stratégiques

sont abandonnées, l'État doit diminuer ses dépenses militaires et passer d'une politique de défense offensive à une politique dissuasive, pour mieux faire triompher les lois économiques. Ces conceptions libérales, opposées aux idées de protectionnisme et de concurrence industrielle entre les nations ont dominé l'analyse économique des relations internationales sur près de trois siècles.

Cependant, il est remarquable qu'un autre courant de l'école classique, plus pessimiste, ait tendu à développer des analyses dont sont écartés tous pronostics relatifs à l'évolution à long terme des relations internationales. Ainsi, David Ricardo est souvent présenté comme l'économiste ayant défini les principales règles ou lois du paradigme libéral de la paix par le libre-échange, sa théorie des avantages comparatifs démontrant que le commerce international permet l'harmonisation des intérêts des consommateurs et donc des nations. Or, ce qui est paradoxal eu égard à sa réputation future, Ricardo est le classique britannique qui s'est le moins risqué à faire des prévisions générales quant à l'évolution des relations internationales. La théorie ricardienne est même fondamentalement pessimiste. À long terme, l'économie atteindra obligatoirement un « *état stationnaire* », le commerce international n'étant qu'un palliatif, certes efficace à court et à moyen terme, à une diminution inéluctable du taux de profit. Les silences de Ricardo quant aux préoccupations de puissance révèlent que celles-ci restent très importantes pour lui, mais elles sont escamotées par l'abstraction théorique.

Plus optimiste, J.S. Mill annonce que l'esprit militaire, déjà affaibli par le développement du commerce international, lequel a des vertus civilisatrices et pacificatrices, devrait disparaître définitivement. Mais il considère aussi que l'atteinte d'un état stationnaire est inéluctable et qu'à la recherche du progrès économique se substituera celle du développement des potentialités spirituelles de l'humanité. Le thème de l'état stationnaire a en outre été développé par T.R. Malthus. Ouvertement pessimiste, celui-ci considère que l'humanité étant menacée de surpopulation, l'insuffisance de débouchés et de territoires pourra à terme engendrer des guerres. Les actions des hommes pouvant parfois être dictées par leurs passions, en-dehors de toute rationalité économique, il importe au gouvernement de prendre des mesures pour assurer la sécurité nationale, même au détriment du libre-échange. Malthus aboutit ainsi à un renversement complet des propositions mercantilistes, tout en défendant les restrictions au commerce des céréales, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. La sécurité et la stabilité interne de l'État doivent représenter les buts de l'économie politique, et non sa richesse et sa puissance économique sur les marchés extérieurs.

Par leur pessimisme quant aux potentialités illimitées de développement économique, les théoriciens de l'état stationnaire tempèrent tout pronostic sur l'atteinte d'une paix internationale durable, reconnaissant ainsi implici-

tement une limite à l'explication économique des relations internationales, dont les évolutions restent indéterminées à long terme.

La guerre aujourd'hui, la paix demain

La politique a été écartée des théories économiques libérales soit par une confiance enthousiaste en le caractère pacificateur du marché, soit par la reconnaissance implicite du caractère partiellement autonome de l'évolution des relations internationales. Elle revient cependant en force dans l'analyse économique du milieu du XIX^e siècle, avec l'économiste allemand F. List, qui entend montrer l'étroite imbrication de la politique et de l'économie.

Dans son «*Système national d'économie politique*», List renvoie une image étonnamment moderne du champ de la défense, plus large en tout cas que celle appliquée par les classiques anglais. Il est le premier économiste à intégrer la sécurité au cœur de l'économie et à en faire un élément explicatif à part entière du fonctionnement de l'économie nationale et de sa place dans la hiérarchie internationale. La conception d'une défense «*improductive*» est remise en cause, puisque les dépenses militaires, de même que celles d'éducation et de justice, sont nécessaires au développement des forces productives. Le développement industriel national garantit la libéralisation des institutions, laquelle est à son tour nécessaire au développement économique car elle permet de mieux canaliser les forces individuelles au profit du projet collectif. Celui-ci est axé sur la recherche de la prospérité économique, mais aussi de la puissance et de l'indépendance nationales.

L'économie cosmopolite fait l'hypothèse que toutes les nations du globe ne forment qu'une société unique vivant dans une paix perpétuelle, négligeant ainsi l'existence de la nationalité et des intérêts nationaux. Mais le commerce extérieur est dangereux car «*l'Angleterre peut exporter, par des produits bon marché, ses problèmes commerciaux*». L'association nationale des formes productives, entre l'agriculture et les manufactures ou entre ouvriers d'une même industrie, permet de protéger l'économie des «*fluctuations dues aux guerres, crises commerciales ou restrictions étrangères*». Le système théorique élaboré par A. Smith n'est applicable qu'au cas particulier d'une nation dominante sur les marchés extérieurs, en l'occurrence l'Angleterre. Les puissances industrielles émergentes telles que l'Allemagne ne peuvent développer leurs industries qu'à l'abri de barrières protectionnistes, destinées à disparaître une fois qu'elles seront prêtes à affronter la concurrence internationale.

List innove donc par rapport à la conception classique de la défense. Dans un monde où les nations sont inégalement développées, une nation voulant atteindre la puissance économique devra toujours chercher à prendre des mesures pour sauvegarder l'indépendance nationale, et notamment l'augmentation de la puissance militaire. Il est favorable à l'extension de l'empire allemand par la colonisation (la métropole pouvant échanger ses produits

manufacturés contre des produits primaires). List envisage que dans le très long terme, toutes les nations auront atteint le même degré de développement et pourront s'unir en une « *confédération universelle* », qui garantira la « *paix perpétuelle* ». Le sort des pays de la « *zone torride* », colonisés par les pays de la « *zone tempérée* » reste cependant indéterminé dans son ouvrage. List entérine la séparation entre deux conceptions de l'analyse économique. Celle-ci ne saurait se satisfaire de l'énoncé de principes normatifs non directement applicables à l'environnement international contemporain. La réflexion politique est indissociable de l'analyse des mécanismes économiques.

EXPLIQUER LES RELATIONS INTERNATIONALES EN ÉCONOMIE DE MARCHÉ : LA SCIENCE ÉCONOMIQUE FACE AUX CONTESTATIONS ET ÉVOLUTIONS THÉORIQUES

Dans la dernière moitié du XIX^e siècle, une nouvelle perspective est ouverte dans l'analyse économique des relations internationales, lorsque certains économistes remettent en cause le bien-fondé du système de l'économie de marché. La rupture entre une économie ambitionnant d'intégrer l'analyse du politique et une science économique rejetant la politique hors de son champ d'étude est désormais canalisée autour de l'enjeu du maintien ou de la destruction à terme du système de l'économie de marché. Mais même dans le camp libéral, l'impasse de la théorie pure sur les relations internationales suscite des réactions, allant même jusqu'à inspirer des analyses hétérodoxes.

La politique hors la loi économique

Les économistes néoclassiques de la fin du XIX^e siècle sont préoccupés de construire une théorie économique « pure », c'est-à-dire exclusivement centrée sur l'explication des mécanismes économiques, en dehors de toute considération politique. Les théoriciens fondateurs de ce courant ont néanmoins eu à l'origine l'ambition de construire une « économie appliquée », complémentaire de « l'économie pure », qui prenne notamment en considération les thèmes de la défense ou de la politique économique. Ainsi, pour Walras, l'idéal de la paix universelle devrait représenter le couronnement de la science économique, qui doit progressivement révéler la « *vérité scientifique* » des lois gouvernant l'économie. Il relie cet objectif à celui de la collectivisation des terres, laquelle permettra à l'État de supprimer tous les impôts et de mettre en place un régime de libre commerce absolu. Le thème de la paix universelle est central dans son œuvre, dont il considère que « *l'économie appliquée* » constitue la partie la plus importante. Dans ses textes de « politique économique », Pareto dénonce les dérives militaristes des gouverne-

ments européens. L'endettement qui en résulte est l'un de ses principaux griefs contre le régime parlementaire. Adoptant un point de vue évolutionniste, il affirme que la sélection sociale par les conditions économiques renforce les capacités de défense de la société et que l'institution de la guerre est désormais obsolète.

Hormis ces rares exceptions, fondées sur des textes plus politiques ou sociologiques qu'économiques, les autres économistes néoclassiques n'ont pas traité des problèmes de guerre et de défense. Les autres prolongements de la théorie classique n'innovent pas davantage sur l'analyse des relations internationales. À la suite de J.B. Say, continuant ainsi une « *tradition économique française* », caractérisée par un style de pensée plus préoccupée avec des considérations concrètes de politique économique qu'avec le raisonnement théorique abstrait, le courant libéral a poursuivi la dénonciation du coût des guerres et l'affirmation de la supériorité du libre jeu des mécanismes du marché. Tous les libéraux français dénoncent le coût des guerres. Pour Gustave de Molinari, la guerre n'est plus utile pour le développement de la civilisation. Il propose la constitution d'une organisation internationale pour le maintien de la paix mondiale. Pour Bastiat, la guerre est inhérente à la nature humaine, mais l'idéal de la paix universelle n'est pas illusoire. Il appelle au désarmement total et immédiat de la France.

Toutes ces analyses ne dépassent pas la réaffirmation de la nécessité pour l'État de se désengager de l'économie et de limiter ses actions de politique extérieure. Aucune analyse économique approfondie des relations internationales n'est entreprise.

La guerre et la menace de guerre au cœur du fonctionnement du système capitaliste

Durant le XIX^e siècle, plusieurs théories économiques, généralement peu rigoureuses, développèrent un projet pacifique pour conduire la société vers la paix. Marx les appela les « *utopistes* », les opposant aux socialistes scientifiques défendant le matérialisme dialectique. Ces économistes utopistes (socialistes mais aussi anarchistes ou communistes) entendaient s'opposer à la grande misère de la classe ouvrière, en dénonçant l'injustice du mode de production capitaliste. Défenseurs des idées de la Révolution française, ils étaient convaincus que la France avait un rôle historique à jouer dans la réorganisation de la société et même de l'humanité dans son ensemble. Mais leurs écrits concernaient davantage la description de la société idéale à venir que l'analyse des relations internationales contemporaines.

En dépit de leur intérêt pour les questions des conflits, qu'ils soient militaires ou économiques, Marx et Engels n'ont pas vraiment appliqué le matérialisme historique à ce champ, même s'ils ont ambitionné d'expliquer tous les phénomènes par cette méthode. Les dépenses militaires ne sont pas mentionnées dans l'explication du procès de reproduction capitaliste, non plus

que le rôle du secteur militaire sur le taux de profit. Marx avait pourtant projeté d'écrire un ouvrage sur les relations entre les industries civiles et militaires, avec une analyse approfondie des relations internationales, mais celui-ci ne fut jamais réalisé. Il délégua même à Engels l'étude des questions militaires et stratégiques. Cependant plusieurs textes ont été consacrés plus ou moins directement à la question des relations internationales.

Dans la théorie de Marx, peu de doutes subsistent quant au caractère fondamentalement conflictuel du capitalisme et donc des relations inter-capitalistes. Les conflits politiques sont situés dans la superstructure du capitalisme; ils sont directement déterminés par les relations de production, lesquelles sont caractérisées par des contradictions importantes, menant à un déclin progressif du taux de profit (avec une augmentation du capital aux dépens du travail et la réduction du surplus) et à la lutte des classes. Or, le libre-échange ne peut être favorable au progrès technique qu'à un niveau spécifique de l'évolution sociale, lequel est maintenant dépassé. La concurrence économique internationale, d'abord progressiste par rapport au protectionnisme parce qu'elle permet d'accélérer la maturation du capitalisme, devient elle-même rétrograde, servant la classe bourgeoise pour perpétuer sa domination économique, qui sera contestée par le prolétariat. La concurrence sur les marchés étrangers est de plus en plus rude, élevant les nations contre les nations. Marx et Engels présentent ainsi une conception « non-dite » de la guerre économique. L'ensemble de l'analyse du libre commerce revient à transposer la lutte des classes aux relations internationales.

Cependant, l'interprétation des conflits internationaux soulève d'autres problèmes. Peu d'indications sont données sur la nature des événements susceptibles d'impulser le passage d'un mode de production à un autre, et donc du capitalisme au socialisme, même si les guerres ou les révolutions semblent être les explications les plus évidentes, la violence étant présentée comme un facteur indispensable au progrès. La guerre, bien que directement soumise au déterminisme de la lutte des classes, exerce des fonctions capables de modifier la forme et le rythme de la loi d'évolution sociale, et notamment d'accélérer la marche vers le communisme. Mais tous les conflits internationaux ne sont pas également souhaitables car certains peuvent être rétrogrades. Ainsi, dès 1883, Engels prédit le déclenchement d'une guerre mondiale « totale » car utilisant de nouvelles techniques militaires particulièrement destructrices, capable d'accélérer le processus révolutionnaire. Mais à la fin de sa vie, il tempère son optimisme sur le caractère progressiste de l'affrontement à venir, craignant qu'il n'aboutisse au contraire à un regain du chauvinisme défavorable à la cause ouvrière.

Marx et Engels n'ont ainsi jamais appliqué leur théorie économique déterministe à une analyse systématisée des conflits internationaux. Le passage de la théorie économique à l'analyse politique s'avère complexe, notamment sur la question de l'identification des vraies facteurs de progrès social.

Les théoriciens de l'impérialisme, quant à eux, franchiront la ligne qui sépare l'analyse économique de l'énoncé de prédictions concernant l'évolution à long terme des relations internationales. Leurs analyses sont basées sur les conclusions de Marx concernant le déclin capitaliste, causé par la loi de la tendance à la baisse du taux de profit. Pour contrecarrer cette loi et retarder son effondrement inévitable, le capitalisme doit s'adapter. La concentration industrielle, le développement du capital financier et la concurrence économique internationale accrue sur les marchés extérieurs caractérisent ainsi les politiques impérialistes des économies capitalistes avancées. Mais tous les théoriciens ne s'accordent pas sur la question de l'inéluctabilité d'un affrontement militaire inter-impérialiste marquant l'effondrement du système. Les guerres peuvent être empêchées par des ententes entre intérêts impérialistes ou par la résistance du prolétariat et des classes moyennes (Hilferding), ou encore par une entente entre puissances « *ultra-impérialiste* » créant un grand « *trust* » mondial (Kautsky). Le courant « orthodoxe » reste cependant confiant dans l'idée que le capitalisme est à la veille de son effondrement, parce qu'il a atteint le stade ultime de l'impérialisme (Lénine) ou parce qu'il n'existe plus de débouchés dans des zones non capitalistes (R. Luxemburg) ou encore parce que l'affrontement militaire sera la conclusion obligée des guerres économiques internationales, au stade du « *capitalisme d'État* » (Boukharine). Dans cette perspective, la théorie économique est au service de l'action politique, voire de l'idéologie. De l'autre côté de la scène politique et théorique, les néoclassiques et les libéraux réaffirmeront leur foi en le caractère fondamentalement pacificateur du marché, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Parallèlement à la domination de la science économique, la théorie marxiste a contribué tout au long du XX^e siècle à perpétuer la tradition de l'économie politique. Après la Seconde Guerre mondiale, les théories de l'impérialisme ont connu un renouveau, avec les théories « tiers-mondistes » de la domination et de la dépendance. Des réflexions spécifiques se sont aussi développées autour du rôle du secteur militaire dans le fonctionnement du système capitaliste. P. Baran et P. Sweezy, M. Kidron, J.M. Cypher, M. Pivetti, mais aussi J. Robinson, sont quelques-uns des économistes qui ont débattu de l'impact du secteur militaire sur l'évolution du taux de profit.

Les « turbulences » inhérentes au capitalisme

La Première Guerre mondiale a relativement affaibli la théorie libérale, laquelle était dépourvue de véritable explication des conflits internationaux. En effet, ce conflit pouvait passer pour l'ultime affrontement inter-impérialiste annoncé par les théoriciens marxistes des années 1920-1930. Certains économistes se sont alors attachés à réfuter les arguments de la théorie léniniste de la guerre ou à construire des explications alternatives.

Trois économistes « hétérodoxes » présentent quelques similitudes à ce sujet, puisque leur explication des conflits internationaux passe par une analyse de l'évolution des structures sociales : Sombart, Veblen et Schumpeter. Ces auteurs voient dans « *l'esprit militaire* » une caractéristique qui a joué un rôle essentiel dans le développement du capitalisme, mais qui tend à s'affaiblir, marquant ainsi un danger pour la survie du système. Pour Sombart, la bureaucratisation accrue de la société réduit l'esprit d'initiative. Pour Schumpeter même si les débouchés géographiques (conquis militairement pour la plupart) ont pu jouer un rôle historique dans le développement du capitalisme, d'autres types de débouchés peuvent avoir un impact supérieur sur la dynamique économique de long terme, et notamment ceux procurés par le progrès technique. Mais le pouvoir accru de la bourgeoisie, au détriment de la classe militaire, peut causer sa perte, étant donné que, fondamentalement rationaliste et « anti-héroïque », elle est incapable de mener à bien sa politique extérieure. Une prise de pouvoir de leaders charismatiques guerriers est alors d'autant plus probable qu'il existe un manque de représentation démocratique des intérêts économiques au sein de la société. De même, Veblen considère que l'esprit militaire est toujours sous-jacent dans les sociétés modernes, pourtant fondamentalement pacifiques, et que les tendances « dynastiques » de la société risquent de se réveiller à chaque conflit. Il plaide alors pour un désarmement économique et militaire.

À côté de ces analyses sociologico-économiques, d'autres analyses se sont multipliées, notamment avec l'utilisation de techniques statistiques afin de montrer la récurrence de « *cycles de guerre* » correspondant aux « *cycles économiques longs* ». Mais aucune théorie systématique des conflits internationaux n'a été dégagée par le courant de la « science économique ».

Une autre réponse de la théorie libérale a été de dicter aux gouvernements certains préceptes pour la conduite de l'économie de guerre, et notamment sur la question du financement de la guerre, dans un souci de permettre un retrait rapide de l'interventionnisme étatique au lendemain de la paix. C'est le cas de A.C. Pigou mais aussi de J.M. Keynes. C'est d'ailleurs ce dernier qui réconciliera dans un système théorique complet les deux faces de l'analyse économique, tout en se maintenant dans la défense de l'économie de marché. Keynes a le souci de construire un système théorique pouvant expliquer l'ensemble des mécanismes économiques, tout en prenant en compte les préoccupations économiques des gouvernements de l'époque, comme la politique monétaire. Il analyse également les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale, développant la conviction selon laquelle la paix internationale ne peut être maintenue durablement que dans la prospérité économique. Il défend ainsi plusieurs préceptes de politique économique internationale : annulation des dettes interalliées, diminution des réparations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles, utilisation par chaque nation d'un protectionnisme temporaire pour restructurer

son économie marquée par la crise des années 1930, mais sans verser dans la guerre économique, laquelle ne peut à terme que déboucher sur un conflit armé, l'imposition de sanctions économiques à l'égard de régimes non démocratiques et à tendance agressive... Keynes élargit ainsi les concepts de défense et de sécurité. Il ne concerne pas seulement la guerre et sa préparation mais également la sécurité économique, c'est-à-dire l'indépendance économique nationale aussi bien que le bon fonctionnement de l'économie nationale.

Après la Seconde Guerre mondiale, d'autres analyses hétérodoxes des guerres ont été menées. Le courant du « keynésianisme militaire » considère que si la demande agrégée est faible relativement au potentiel productif, la hausse des dépenses militaires conduit à un accroissement de la demande, des profits et de la croissance économique. Cependant le raisonnement « keynésien » a aussi été utilisé par des économistes comme J. Robinson pour montrer que les dépenses militaires exercent un effet négatif sur la croissance économique, d'autres investissements publics étant plus efficaces. D'autres analyses connaissent un certain retentissement : ainsi, Rostow présente la guerre comme un moment clé dans le développement économique des nations ; pour F. Perroux, la coexistence pacifique et la convergence des systèmes conduit à la réduction des tensions militaires et marque le début de la « fin de la guerre ». En 1967, un rapport anonyme préfacé par J.K. Galbraith présentait la guerre comme l'un des piliers du système capitaliste. La défense ne serait qu'une fonction apparente de la guerre, qui a d'autres fonctions non militaires, économiques, politiques, sociologiques. La disparition des guerres est donc difficile, même si des substituts à la guerre pourraient être envisagés.

L'ÉCONOMIE AU CŒUR DES STRATÉGIES DES ÉTATS OU LA REVANCHE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

La domination de la théorie néoclassique orthodoxe après la Seconde guerre mondiale s'est appuyée sur sa capacité à réintégrer dans son champ d'analyse plusieurs problèmes qu'elle avait ignorés jusqu'alors. Il en est ainsi de l'explication du niveau des dépenses militaires et de leurs conséquences économiques, ainsi que de celle des conflits internationaux. Cependant les modèles développés dans le champ de l'économie de la défense restent « apolitiques » dans leur construction et n'éclairent que partiellement les relations entre politique et économie. Parallèlement, on assiste à un retour des analyses économiques des politiques de puissance des États ou de la restructuration des relations internationales, marquant en cette fin de XX^e siècle un renouveau relatif de l'économie politique.

La science économique comme révélateur des facteurs de paix ou de guerre

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, l'augmentation des dépenses militaires a induit la multiplication des études formalisées sur leurs conséquences économiques, dans le prolongement des théories néoclassiques (fondées sur l'offre, elles étudient dans le modèle de B. Biswas et R. Ram notamment les effets de taille et des externalités induits par le secteur militaire sur le reste de l'économie) et keynésiennes (fondées sur la demande, elles étudient, notamment dans le modèle de R. Smith, l'effet d'éviction des dépenses militaires sur l'investissement). Les résultats de ces différentes études sont hétérogènes et ils ont ouvert un important champ de débats entre économistes (concernant principalement l'hypothèse d'Emile Benoît sur la relation positive entre la militarisation et le développement économique des pays en voie de développement). La validité des modèles macro-économiques a été souvent questionnée : problèmes de la sélection de l'information, des comparaisons internationales, du choix des variables étudiées et de la méthode économétrique utilisée, ou encore de la non prise en compte des effets structurels de la réduction des dépenses militaires sur le long terme.

Plusieurs économistes de renom se sont pourtant attachés à analyser les conséquences économiques d'un désarmement à partir de grands modèles macro-économiques internationaux (World Model de W. Léontief et F. Duchin pour l'analyse de l'impact d'un désarmement des pays industrialisés, avec transfert des sommes épargnées vers les pays en développement; modèle MULTIMOD du FMI, modèle LINK de Lawrence Klein...). Plusieurs économistes célèbres ont participé à l'appel des économistes du désarmement depuis le début de la guerre froide, et notamment K. Arrow, R. Eisner, J.K. Galbraith, C. Modigliani, D. North, R. Schwartz, A. Sen ou J. Tobin.

La théorie néoclassique avait induit une éviction de la défense hors du champ de l'analyse économique. Dans les années 1960, les modèles de course aux armements ont permis une réintégration de l'influence des variables économiques sur les décisions stratégiques de sécurité nationale. Le modèle de Richardson (1960) constitue le modèle de base. Il décrit les processus d'armements de deux pays ennemis comme un processus d'action-réaction, où les variables économiques jouent un effet stabilisateur. Plusieurs améliorations ont par la suite été apportées au modèle de Richardson pour répondre aux critiques quant à son insuffisante prise en compte des déterminants internes (théorie du « *Public Choice* ») et de la contrainte de coût (Caspar, Luterbacher). À partir des années 1970, à la suite de D. Brito, l'hypothèse de la maximisation sous contraintes de l'utilité sociale est faite dans tous les modèles de course aux armements, ce qui permet de mieux expliciter le choix interne entre biens civils et biens militaires (dilemme beurre ou canons) et d'introduire les outils mathématiques de la théorie du duopole et

de la théorie des jeux (d'après les travaux de T. Schelling notamment). Les nombreuses améliorations de la théorie des jeux permettent de rendre compte des principales situations internationales, avec l'application du dilemme du prisonnier ou des notions d'apprentissage et de réputation notamment. La solution de Cournot-Nash ou la prise en compte de l'asymétrie ou de l'imperfection de l'information constituent des analyses particulièrement intéressantes.

Plus récemment, les apports de la dynamique non linéaire et de la théorie de la catastrophe ont été appliqués à la construction de modèles visant à rendre compte de l'instabilité du monde de l'après-guerre froide. Mais, même développées par des économistes, ces analyses formalisées, et notamment celles de D. Brito et M. Intriligator, ont eu tendance à se séparer des considérations économiques au profit des considérations stratégiques. Rares sont les modèles qui ont spécifié les caractéristiques structurelles des économies étudiées (Deger et Sen, Van der Ploeg et de Zeeuw...). Cependant, l'idée de la guerre économique a été réintroduite dans les modèles de course aux armements par M. Wolfson. Le développement de modèles sur les alliances stratégiques (à la suite d'Olson et Zeckhauser) a permis de mieux intégrer la dimension économique. Les modèles de dépenses militaires eux-mêmes accordent une large place aux facteurs économiques, à côté des facteurs stratégiques (R. Smith). Plusieurs économistes célèbres ont même plaidé pour faire de l'économie du conflit une composante essentielle de l'analyse économique (K. Boulding, J. Hirshleifer). Cependant, paradoxalement, l'insuffisante prise en compte des déterminants économiques dans ces modèles est l'une des raisons pour laquelle aucun de ces modèles n'a été en mesure de prévoir l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide.

Guerre ou paix, le retour vers l'économie politique

Alors que les analyses formalisées et empiriques de la course aux armements, des alliances ou des dépenses militaires restent « apolitiques », à partir des années 1980, une attention croissante a été portée à la dimension stratégique de la politique économique et au concept de « guerre économique ». Ces études sont généralement distinctes de la théorie libérale orthodoxe, même si de nouveaux concepts ont ouvert la voie à une nouvelle théorie des relations internationales, modélisant le protectionnisme et les « *politiques commerciales stratégiques* » (voir P. Krugman, M. Rainelli).

On semble aujourd'hui assister à un renouveau de l'économie politique internationale, en marge de la science économique. A.O. Hirschman et T. Schelling ont développé dans les années 1950 des analyses pionnières dans ce domaine, en étudiant la vulnérabilité des économies nationales aux initiatives de guerre économique ou tentatives d'influence politique de la part des grandes puissances. D'autres études ont, par la suite, été engagées,

notamment sur l'utilisation de « *l'arme économique* » (K. Knorr, R. Gilpin). Plusieurs modèles formalisés ont aussi analysé le lien entre les conflits et l'intensité des relations commerciales entre les nations concernées (S.W. Polachek, J.E. Roemer). Par ailleurs, une partie de la littérature économique contemporaine dans le champ des « relations internationales » traite à la fois de leurs aspects commerciaux et stratégiques. Ces études peuvent parfois être rattachées à un courant « néomercantiliste » qui s'est développé depuis les années 1980 en opposition à la théorie libérale. L'analyse néomercantiliste ne repose pas sur des fondements théoriques précis, même si elle est à rapprocher du courant néoréaliste en science politique, ni sur des ouvrages de référence. Avant tout empirique et descriptive, elle concerne le domaine de l'économie politique et non la théorie économique « pure ». Elle est caractérisée à la fois par la prise en compte de la dimension stratégique de l'économie et par une définition élargie de la défense et de la guerre économique, la compétitivité industrielle nationale étant un facteur déterminant de la sécurité nationale. Elle s'oppose aux défenseurs de la théorie de la globalisation, d'inspiration libérale, pour lesquels les relations économiques internationales seront de plus en plus pacifiques du fait de la multiplication des interdépendances économiques et des relations transnationales, limitant inéluctablement le rôle de l'État.

Avec la fin de la guerre froide, la question du nouvel ordre économique international a été débattue. Pour les théoriciens de la « guerre économique » la nouvelle ère sera caractérisée par une compétition économique accrue entre les grandes puissances capitalistes (L. Thürow, R. Gilpin), recentrées au niveau régional sur leur bloc d'influence respectif (K. Ohmae). Les États ont un rôle essentiel à jouer pour améliorer les performances économiques nationales, notamment par le biais de leur politique industrielle ou de la concurrence. La réalité des programmes nationaux pour développer les technologies de pointe ou l'intelligence économique témoigne de la diffusion de ces idées au sein des gouvernements, au-delà des discours libre-échangistes officiels. Ce renouveau de l'économie politique passe aussi par une discussion des mérites comparés des différents types de capitalisme, prolongeant d'une certaine façon les travaux de T. Veblen. Avant d'être remise en cause par le triomphe renouvelé de l'économie américaine, l'argumentation sur le thème du déclin américain avait été nourrie par une critique du modèle anglo-saxon, bloqué par l'importance des technostuctures et le poids de la recherche militaire (J.K. Galbraith). La comparaison entre les modèles rhénan et anglo-saxon fait toujours aujourd'hui l'objet de nombreuses argumentations. Même si toutes ces idées reposent rarement sur des analyses formelles, elles n'en marquent pas moins un renouvellement du discours économique.

La question est posée de savoir si, en cette fin de XX^e siècle, l'on ne se retrouve pas à nouveau dans la situation qui prévalait à la fin du

XVIII^e siècle, avec une idéologie dominante promouvant l'idée de la paix par le développement des échanges internationaux (théorie de la globalisation) et des contestations fortes, notamment autour de la notion de la guerre économique. On assiste parallèlement à une relative obsolescence des modèles formalisés et économétriques développés au cours de la guerre froide, lesquels ont échoué à prédire la fin de celle-ci. L'économie ne peut de toute façon qu'apporter une réponse partielle aux questions de l'évolution des relations internationales et de la disparition possible des conflits internationaux, les déterminants économiques n'expliquant, en dernier ressort, que partiellement le niveau des dépenses militaires et les décisions d'entrée en guerre ou de désarmement.